

# Le devenir des diplômés de maîtrise des universités du Languedoc-Roussillon



Pôle Universitaire Européen  
de Montpellier  
et du Languedoc-Roussillon

**Pôle Universitaire Européen**  
163 rue Auguste Broussonnet  
34090 Montpellier  
Tél : 04 67 41 93 33  
poluniv@univ-montp2.fr  
<http://www.poluniv-mpl.fr>



# Le devenir des diplômés de maîtrise des universités du Languedoc-Roussillon



Pôle Universitaire Européen  
de Montpellier  
et du Languedoc-Roussillon

*Le Groupe Inter-universitaire pour l'Etude et l'Ingénierie de l'Insertion a mis en œuvre un dispositif expérimental commun d'observation du devenir professionnel des étudiants des universités du Languedoc-Roussillon, pour faciliter la compréhension des processus d'insertion et apporter une plus grande lisibilité de l'impact des formations universitaires dans la région.*

**C**et observatoire inter-établissement est organisé sous l'égide du **Pôle Universitaire Européen**, et est animé par le **CREUFOP**, Service formation continue de l'université Montpellier II. Il fédère, sur le thème du devenir professionnel des étudiants, les Observatoires de la Vie Etudiante, SCUIO et Services Insertion des 4 universités du Languedoc-Roussillon ainsi que le centre associé au CEREQ de Montpellier.

Les travaux d'enquête présentés ici, financés par le **Pôle Universitaire Européen**, le **Fonds Social Européen** et les Universités de la région apportent **une vision externe globale des devenirs des étudiants sur quatre années post-maîtrise** : poursuites d'études ou formations complémentaires, stratégies et parcours d'insertion, mode d'obtention et localisation des emplois, profils d'activité, description de la situation professionnelle : statuts, fonctions, revenus, conditions d'exercice, stabilité, compétences complémentaires requises.

Sont concernés par cette étude **les étudiants de maîtrise** (générale ou professionnelle), **diplômés en 1995**, soit un volume global de 3 000 étudiants.

Ont participé à cette enquête les étudiants français des universités de Montpellier II, Montpellier III et Perpignan, soit un total de 2 213 étudiants. Les étudiants issus de Montpellier I ainsi que les étudiants étrangers n'ont pu être contactés en nombre suffisant pour figurer dans l'échantillon.

L'ensemble de la cohorte a été distribué en 4 sous-groupes, par spécialité, en conformité avec les enquêtes nationales : le groupe "Lettres, Art, et Sciences Humaines" ; le groupe "Sciences" (Sciences Exactes et Sciences de la Nature) ; le groupe "Droit, Sciences Economiques et AES", (inclus AES Lettres). L'université Montpellier I n'étant pas représentée, les résultats ne sont donc pas représentatifs de l'ensemble des disciplines concernées, sur la région. De ce fait, les résultats seront à prendre avec prudence.

## Présentation de la population étudiée

2213 étudiants enquêtés issus de 64 maîtrises différentes dont :

984 issus de l'université Montpellier III, (29 maîtrises)

741 issus de l'université Montpellier II, (18 maîtrises)

488 issus de l'université de Perpignan, (17 maîtrises).

1 012 réponses obtenues; un taux de retour de 46 % :

484 issus de Montpellier III (49 %)

328 issus de Montpellier II (44 %)

199 issus de Perpignan (40 %).

Les filles représentent les deux tiers de la population étudiée;

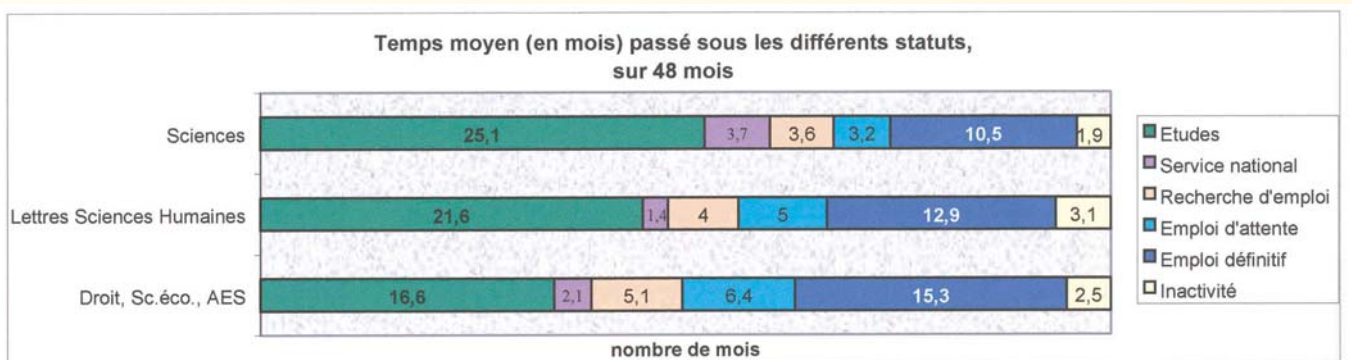
84 % des jeunes ont entre 28 et 32 ans au moment de l'enquête (juin 1999);

Par spécialité de formation, la répartition s'établit ainsi :

530 maîtrises de Lettres Arts et Sciences Humaines;

345 maîtrises de Sciences;

112 maîtrises de Droit, Sciences Economiques & AES.



## Qu'ont-ils fait pendant ces 4 années ?

**7 étudiants sur 10 poursuivent leurs études après l'obtention de la maîtrise**

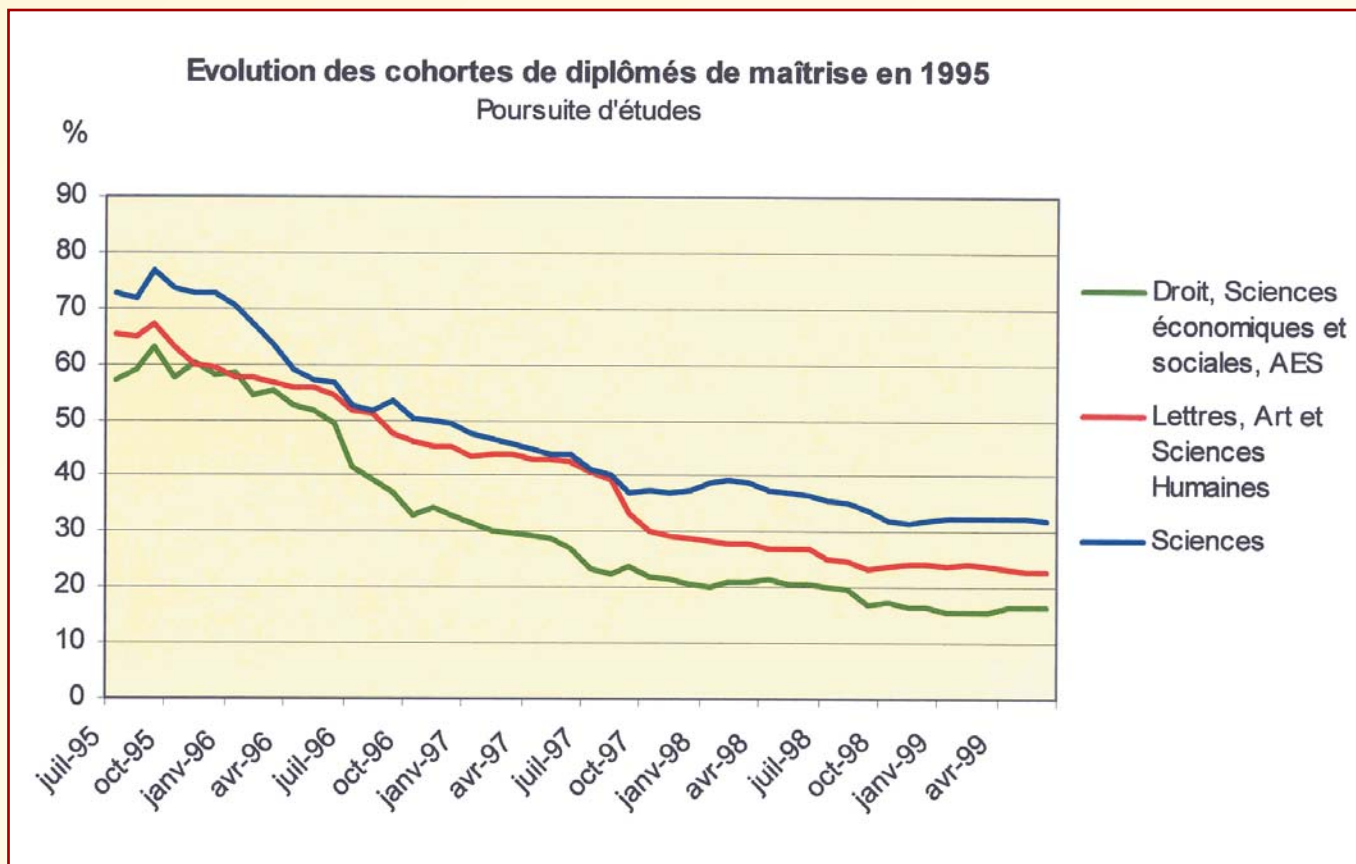
La grande majorité des étudiants préfère continuer après l'obtention d'un niveau bac +4, pour obtenir un niveau supérieur dans la discipline choisie ou pour posséder une

formation complémentaire : 85 % des "Scientifiques" complètent leurs études après la maîtrise, 75 % des "Littéraires & Sciences Humaines" et 64 % des "Juristes, Economistes & AES". Les poursuites d'études sont surtout des entrées en DEA et en DESS (pour les Sciences et

Sciences économiques), ainsi que des entrées dans des formations de préparation à l'enseignement (CAPES, agrégation, CRPE, etc.) Progressivement, pour toutes les disciplines et sur les quatre années, le nombre des étudiants en études diminue au profit de celui des jeunes en activité.

# Que sont-ils devenus

## 4 années après l'obtention de la maîtrise ?



### Situations des jeunes diplômés en juin 1999, quelle que soit la discipline suivie :

- Plus des deux tiers des jeunes diplômés sont en emploi. Pour plus de la moitié, il s'agit d'un emploi qu'ils jugent définitif.
- Un quart de ces titulaires de maîtrise 1995 poursuivent encore des études 4 ans après.
- Seulement 6 % sont en recherche d'emploi (soit un taux de chômage de 7,1 %).

**L'**analyse par discipline universitaire nuance ces résultats. En juin 1999, 25 % des titulaires de maîtrise en 1995 sont encore en études. On y trouve 34 % de "Scientifiques", 24 % de "Littéraires & Sciences Humaines" et 18 % des "Juristes, Economistes & AES". Ils sont massivement en DEA, ou en Doctorat, ou encore préparent les concours de l'enseignement. Plus nombreux à poursuivre des études, les titulaires de maîtrises de Sciences 95 y ont passé également plus de temps : 25 mois en moyenne sur les 48 mois de l'étude. Ce temps est de 21 mois pour les Lettres & Sciences

Humaines et de 17 mois pour les Juristes, économistes et AES.

***Une analyse approfondie conduirait à affiner les stratégies de poursuites d'études et permettrait de déceler les variables susceptibles d'influencer ces choix. Par exemple : La poursuite d'études a-t-elle pallié aux difficultés de recherche d'emploi ou aux échecs aux concours, ou constitue-t-elle un élément de stratégie d'insertion professionnelle ? Est-elle influencée par les parents ? La série du bac obtenu oriente-t-elle les choix ?***

# L'entrée dans la vie active

*Les étudiants en emploi sont plutôt salariés du secteur privé, en contrat à durée indéterminée à temps plein et occupent des fonctions dans l'enseignement, les études et la recherche, l'administration, etc. Ils considèrent généralement leur emploi comme définitif et stable. Ces emplois sont principalement localisés en Languedoc-Roussillon et en Ile de France.*

- **Trouver un emploi, oui, mais pas n'importe lequel !**

**L**es exigences des étudiants quant au premier emploi sont surtout basées sur **la nature de l'activité proposée** (7 sur 10), et **le niveau de qualification** (5 sur 10), montrant qu'ils exigent de l'emploi qu'il soit adapté à leurs compétences.

- **Les langues et l'informatique, des compétences parfois déterminantes**

**G**lobalement, **les langues** (surtout l'anglais) sont importantes dans les fonctions exercées. Elles ont été facteur d'embauche pour  $\frac{1}{3}$  des étudiants de Sciences et  $\frac{1}{3}$  des étudiants de Lettres. **L'informatique** est indispensable à l'exercice d'un métier en sortant d'études de Sciences, Droit Sciences Economiques et dans une moindre mesure (77 % quand même) pour les diplômés qui ont suivi un cursus de Lettres et Sciences Humaines. L'informatique est mentionnée comme facteur déterminant à l'embauche à près de 50 %, surtout pour Droit et Sciences



Economiques. Il s'agit tout autant de maîtriser des logiciels spécifiques que des logiciels standards.

- **L'évaluation rétrospective de la formation, une appréciation liée aux fonctions exercées**

**P**près de 6 étudiants sur 10 sont satisfaits de leur formation. L'analyse par spécialité ne montre pas de différences. En revanche, le statut occupé à la date de l'enquête - type d'emploi occupé en particulier - segmente les réponses. Au sein de l'échantillon de la population en emploi, ce sont les titulaires des fonctions d'enseignement et les comptables qui sont les plus satisfaits, avec 70 %

d'opinion favorable. A l'opposé, ce sont les occupants de fonctions sociales qui ont l'opinion la plus négative avec seulement 53 % d'individus satisfaits. Le niveau de diplôme semble aussi exercer un effet sur l'appréciation que portent les individus sur leur formation. A titre d'exemple, sur les 119 titulaires d'un diplôme lié à l'enseignement, près de 8 individus sur 10 sont satisfaits de leur formation. Ce sont les titulaires de DEA qui sont les moins satisfaits avec seulement 44 % d'opinion favorable. Aurait-ils le sentiment de n'avoir pas achevé leur cursus ?

### **Après une maîtrise de Sciences :**

**les deux tiers des jeunes diplômés sont actifs, dont 5 % en recherche d'emploi.**

**Quand ils sont actifs, ils sont principalement salariés du secteur privé**

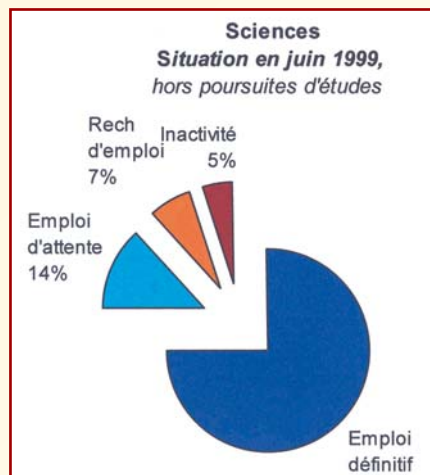
**(pour les deux tiers), et pour les trois quarts en CDI**

**U**n tiers d'entre eux est fonctionnaire.

Ils sont huit sur dix à considérer leur emploi comme stable.

Ils se répartissent majoritairement dans les fonctions d'études, de recherche et d'enseignement (dont la moitié en tant que professeurs certifiés).

Pour plus de la moitié d'entre eux le salaire net mensuel est supérieur à 10 000 FF par mois. Ils travaillent en juin 1999



principalement dans la région Languedoc-Roussillon (quatre actifs sur dix) et en Ile de France (deux sur dix).

Si la candidature spontanée a été la stratégie de recherche d'emploi privilégiée pour le premier emploi, trois emplois actuels sur dix ont été obtenus par concours, et deux sur dix seulement par candidature spontanée, les relations personnelles jouant aussi un rôle dans le recrutement.

Sur la période étudiée, ils ont passé en moyenne un peu plus de 17 mois en activité dont près de 11 mois en emploi définitif.

### **Après une maîtrise de Lettres Arts et Sciences Humaines :**

**71 % des jeunes diplômés sont actifs, dont 9 % en recherche d'emploi.**

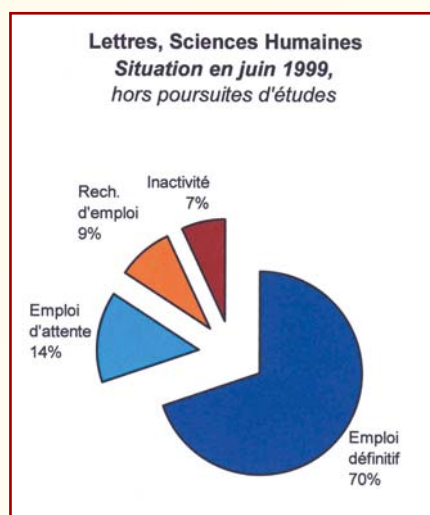
**Plus d'un tiers d'entre eux travaillent dans le secteur privé et sept sur dix sont en CDI.**

**S**ept diplômés sur dix considèrent leur emploi comme stable : le fait qu'un sur deux soit fonctionnaire explique sûrement cela.

Ils se répartissent majoritairement dans les fonctions d'enseignement du second degré puis de l'enseignement primaire.

Les CDD et le travail à temps partiel sont plus courants que pour les diplômés de Sciences, ce qui augmente le pourcentage d'emplois d'attente et contribue à baisser la moyenne des rémunérations.

Ils travaillent pour plus de



la moitié d'entre eux dans la région Languedoc - Roussillon. 10 % travaillent en Ile de France.

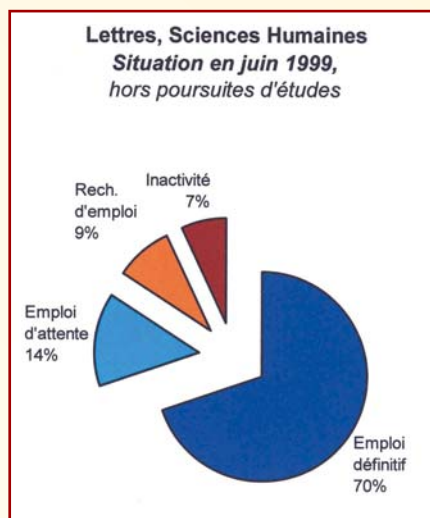
Si la stratégie de recherche d'emploi passe aussi pour

les diplômés de Lettres et Sciences Humaines, par la candidature spontanée et le concours, trois emplois actuels sur dix ont été obtenus par contact direct, et également trois emplois actuels sur dix par sollicitation du réseau universitaire (associations d'anciens, service insertion ou impact du stage).

Sur la période étudiée, soit 48 mois, ils ont passé en moyenne 22 mois en activité dont près de 13 mois en emploi définitif et 4 mois en recherche d'emploi.

**Après une maîtrise de Droit, de Sciences Economiques ou d'AES :  
en juin 1999, près de 80 % des diplômés 95 sont en activité, et pour les deux tiers  
en emploi définitif. (rappel: étudiants concernés: Montpellier III et Perpignan)**

**O**n les retrouve presque exclusivement dans le secteur tertiaire : l'administration publique ou privée, mais aussi l'enseignement, les services aux entreprises ou les banques et assurances. Ils travaillent autant dans le secteur public que dans le secteur privé, mais six sur dix sont salariés du privé. Près de neuf sur dix travaillent à temps plein, un sur deux dans des entreprises de 100 salariés et plus. Près de huit personnes sur dix ont un emploi en CDI. Plus de sept diplômés (Droit, Sciences



économiques et AES) sur dix considèrent leur emploi comme stable. Un diplômé sur 4 seulement gagne plus de 10 000 FF nets mensuels. La durée moyenne en emploi définitif

est la plus importante des 3 spécialités. La stratégie de candidature spontanée et du recours aux relations personnelles semble payante : 38 % des emplois actuels sont décrochés par ce biais ; le réseau universitaire a permis l'obtention de 3 emplois sur 10. 6 étudiants sur 10 travaillent dans notre région, surtout dans les Pyrénées Orientales. (public issu de l'université de Perpignan). Sur la période étudiée, ils ont passé en moyenne 27 mois en activité dont près de 5 mois en recherche d'emploi.

**Les données présentées ici sont les résultats d'un premier travail d'analyse permettant d'apporter un éclairage sur l'insertion des jeunes diplômés de maîtrise 95 en Languedoc-Roussillon.**

*Beaucoup de questions restent encore en suspend :*

*- Le rôle de la poursuite d'études sur l'insertion : quel impact, quel effet à court terme et moyen terme ?*

*- Existe-t-il des variables qui, toutes choses égales par ailleurs, influencent le parcours professionnel : la catégorie socioprofessionnelle des parents, le sexe, la série du baccalauréat, le lieu de résidence, etc. ?*

*- De même, les trajectoires d'insertion, dans le privé ou dans le public, peuvent bénéficier d'une analyse plus fine ; l'impact des stages en entreprise comme tremplin vers l'emploi mérite qu'on s'y attarde.*

***L'étude (conception, recueil des données et analyse)  
a été réalisée par:***

Marie-Thérèse BELLAN,  
chargée de mission Pôle Universitaire Européen du Languedoc-Roussillon

Hervé BLANCHARD,  
maître de conférence sciences économiques, chargé d'études SCUIO-Observatoire, Université de Perpignan

Brahim BOUMAD,  
chargé d'études Observatoire de la Vie Etudiante., Université Montpellier III

Valérie CANALS,  
chargée d'études du centre associé CEREQ Montpellier, MTE UMR 5045, Université Montpellier III

Agnès CAVET,  
chargée de mission Observatoire de la Vie Etudiante, Université Montpellier II

Karen DORRIVAL,  
chargée d'études SCUIO – Observatoire de la Vie Etudiante, Université de Perpignan

José Dominique FORNAIRON,  
responsable de l'O.S.I.P.E. SCUIO de l'Université Montpellier I,

Jean-Claude GEGOT,  
directeur de l'Observatoire de la Vie Etudiante, Université Montpellier III

Marthe KALIFA,  
chargée d'étude et de formation CREUFOP, Service formation continue de l'Université Montpellier II

Alain KRETZ,  
responsable du Service Insertion des étudiants de l'Université Montpellier III

Michel LAGET,  
directeur du centre associé CEREQ Montpellier, MTE UMR 5045, Université Montpellier III

Dominique MAJOREL,  
chargé d'études SCUIO-Observatoire, Université de Perpignan

Sylvette SCHMITT,  
responsable du Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle des Etudiants (B.I.P.E.), Université Montpellier II

Stéphanie TRESEGUET,  
chargée de mission SCUIO-Observatoire, Université de Perpignan

Colette VILLALONGUE,  
responsable administrative du SCUIO-Observatoire de la Vie Etudiante, Université de Perpignan